



## Comment réconcilier les Français avec la Bourse

« L'un des maux les plus graves de notre pays, c'est de s'être éloigné de ses entreprises. Si la France décroche par rapport aux autres pays, c'est parce que les Français ne se reconnaissent pas dans le modèle entrepreneurial », explique Philippe Marini, président de la commission des finances au Sénat. La crise financière de 2008 a fait fuir les Français de la Bourse. En cinq ans, le nombre de particuliers actionnaires a chuté de 2,3 millions. Désormais, les actions ne représentent plus que 4,5 % de l'épargne financière des ménages, presque deux fois moins que sept ans plus tôt.

Pour tenter de redonner goût aux actions aux Français, la place financière se mobilise. Quinze grands acteurs financiers tels que l'AMF, Euronext, Paris Europlace, l'Essec, Amundi, Natixis Asset Management, [Entrepreneurs] d'avenir ou encore Fondact viennent de mettre en place, avec Capitalcom, l'Observatoire des actionnaires d'avenir. « Nous avons interrogé 1007 personnes représentatives de la population afin de comprendre le rapport des Français à l'investissement en actions et permettre aux entreprises de renouveler leur actionariat individuel », explique Michaël Duval, consultant chez Capitalcom, agence de communication financière.

### Des particuliers très prudents

Trois Français sondés sur cinq déclarent aujourd'hui être prêts à investir sur les marchés actions selon l'observatoire. Des intentions qui sont sûrement liées au rebond des marchés actions depuis plus de deux ans. Toutefois, après plus d'une décennie marquée par l'éclatement de la bulle Internet et une succession de crises boursières, les particuliers restent très prudents et « les écarts entre les intentions et le passage à l'acte restent importants ».



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Philippe Marini, président UMP de la commission des finances au Sénat.

note l'étude. Pour séduire les particuliers, les entreprises cotées doivent faire des efforts, notamment en matière de communication, conclut l'observatoire. Les personnes sondées attendent bien sûr des informations sur les résultats financiers et

la qualité du management. Mais elles souhaitent aussi suivre l'innovation et la contribution des entreprises à l'économie réelle, notamment en matière d'emploi. « C'est un retour aux fondamentaux historiques de l'actionariat. Avant que l'action devienne un produit d'épargne, les investisseurs accordaient une grande importance à la vision à long terme de l'entreprise », commente Michaël Duval.

Philippe Marini plaide pour l'investissement en actions. Les enjeux sont de taille. « Il faut renforcer les liens entre les entreprises et les épargnants et changer le regard porté sur les sociétés au moment où la France doit remettre en cause son modèle socio-économique. » Mais, pour cela, il faudra changer les mentalités et « redorer le blason » des actionnaires. « La Bourse est souvent perçue à tort comme spéculative. Nous devons changer cette image. On ne joue pas en Bourse, mais on réalise un investissement de long ou moyen terme, indispensable à la vie des entreprises », insiste le sénateur de l'Oise qui souhaiterait rajouter l'actionariat en encourageant les actifs ayant entre 30 et 50 ans à investir. ■ **DANIÈLE GUINOT**

### Les banques devront jouer le jeu

« Nous devrions développer de nouveaux produits d'épargne retraite ou d'assurance dépendance dont une partie sera investie en actions à long ou moyen terme. Et leurs souscripteurs devraient pouvoir être associés à la vie des entreprises dans lesquelles ils investissent », propose le sénateur Philippe Marini. Selon lui, « ce qu'on a considéré comme le

placement le plus archaïque peut devenir l'investissement le plus adapté aux enjeux d'aujourd'hui ». Comment? « Il faudra que les banques jouent leur rôle en proposant des actions, que les sociétés fassent des efforts de communication et surtout que les ménages acceptent de prendre davantage de risques », répond Philippe Marini. **D. G.**